



**REPRESENTATION PERMANENTE DE LA FRANCE  
AUPRES DE L'O.S.C.E**

**Conférence de l'OSCE sur la lutte contre les discriminations et la promotion du respect  
et de la compréhension mutuels  
Suivi de la Conférence de Cordoue sur l'antisémitisme et les autres formes d'intolérance**

**(Bucarest, les 7-8 juin 2007)**

Le Représentation permanente de la France auprès de l'OSCE prie les Délégations de bien vouloir trouver ci-joint des fiches d'information (en français et en anglais) sur les sujets suivants :

- Lutte contre le racisme et l'antisémitisme en France ;
- La Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité ;
- Le culte musulman en France./.



Janvier 2007

# La France à la loupe

## La lutte contre le racisme et l'antisémitisme en France

La France dispose depuis longtemps d'une législation particulièrement avancée. La **protection contre toutes les formes de discrimination** a été inscrite dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789.

### DISPOSITIF INSTITUTIONNEL

Afin de définir les orientations de la politique menée pour lutter contre ces actes, le **Comité interministériel de lutte contre le racisme et l'antisémitisme** (CILRA) a été créé, par [décret](#) du Président de la République du 8 décembre 2003. Il veille à la cohérence et à l'efficacité des actions engagées par les différents ministères. Il arrête un programme d'actions et s'assure de sa mise en oeuvre. Il agit dans six grands domaines : Sécurité, Justice, Education, Cohésion sociale, Communication et Affaires étrangères (voir le [dossier de presse](#)).

La **Haute Autorité de lutte contre le racisme et pour l'égalité** (HALDE) a été créée par la [loi n° 2004-1486 du 30 décembre 2004](#) et le [décret n° 2005-215 du 4 mars 2005](#) pour informer et orienter le grand public, accompagner les personnes discriminées (et, s'il y a lieu, instruire le dossier après une réclamation), valoriser et diffuser les bonnes pratiques. Elle émet des avis, lance des actions de sensibilisation et effectue des actions de recherche et d'études.

### DISPOSITIF DE PREVENTION

Le gouvernement souhaite prévenir de tels actes par le rappel des valeurs communes en :

- mobilisant l'Education nationale pour mettre fin aux dérives communautaires (voir les [mesures](#)) ;

- réaffirmant le principe de laïcité ;
- maintenant un haut niveau de vigilance ;
- rappelant le modèle français d'intégration grâce à la création du [Haut Conseil à l'intégration](#) ;
- insistant sur le devoir de mémoire.

Les organisations non gouvernementales jouent également un rôle important dans la lutte contre ces actes, comme : Aide à Toute Détresse - Quart Monde (ATD Quart Monde), le Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP), la Ligue Internationale Contre le Racisme et l'Antisémitisme (LICRA) et Amnesty International.

## **DISPOSITIF LEGISLATIF**

De nombreuses lois forment le dispositif français de lutte contre le racisme et l'antisémitisme :

- la [loi du 29 juillet 1881](#) sur la liberté de la presse (chapitre IV), première loi **sanctionnant les propos publics discriminatoires** ;
- la loi n° 72-546 du 1er juillet 1972 relative à la lutte contre le racisme par laquelle un certain nombre d'**actes de la vie courante** sont **érigés en infraction** (par exemple, le refus de fournir un bien ou le licenciement pour des raisons raciales) ;
- la loi n° 90-615 du 13 juillet 1990 tendant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe avec en particulier, **création du délit de contestation de crime contre l'humanité** ;
- le nouveau Code Pénal, entré en application le 1er mars 1994, a créé de **nouvelles infractions et renforcé la répression des délits racistes** (les personnes morales peuvent être déclarées responsables pénalement) ;
- la loi n°2003-88 du 3 février 2003 visant à **aggraver les peines punissant les infractions à caractère raciste, antisémite ou xénophobe** ;
- la [loi n°2004-204 du 9 mars 2004](#) portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité précise cette **circonstance aggravante quand l'infraction est "précédée, accompagnée ou suivie de propos, écrits, images, objets ou actes" racistes ou antisémites**.

Pour punir les infractions à caractère raciste, la loi prévoit différentes sanctions pénales allant de l'amende, la privation des droits civiques à l'emprisonnement. Par exemple, l'injure raciale est punie de 6 mois d'emprisonnement au plus et/ou d'une amende de 22 500 € au plus, le refus de fournir un bien ou un service fondé sur une discrimination nationale, ethnique, raciale ou religieuse de deux ans d'emprisonnement au plus et d'une amende de 30 000 € au plus.

Sur Internet, le dispositif de prévention et de répression a également été renforcé par la [loi n° 2004-575 du 21 juin 2004](#) pour la confiance dans l'économie numérique. Les hébergeurs et fournisseurs d'accès à Internet ont maintenant l'obligation de contribuer à la lutte contre la diffusion de données à caractère pédophile, négationniste et raciste (voir le [dossier](#) sur la loi par le Forum des droits sur l'Internet).

## QUELQUES CHIFFRES

Lors du 7ème Comité interministériel de lutte contre le racisme et l'antisémitisme du 30 janvier 2006 (voir le [communiqué](#)), le Premier Ministre a rappelé les chiffres montrant l'efficacité de cette politique : les actes antisémites ont diminué de 47% en 2005 par rapport à 2004, les autres actes racistes et xénophobes de 22%.

La Commission Consultative Nationale des Droits de l'Homme (CCNDH) détaille ces chiffres dans son dernier rapport. Elle rappelle que l'année 2004 avait été marquée par une forte augmentation de ces actes et que, grâce à une forte mobilisation et une prise de conscience collective, ces actes ont été en très net recul en 2005. Néanmoins, la CCNDH note que ces chiffres sont encore très élevés par rapport à la période 1995-1999.

Enfin, dans son rapport annuel de 2005, la HALDE a établi une répartition des réclamations qui lui ont été faites, par critères de discrimination : celles portant sur l'origine représentent le plus grand nombre (39,6%).

## Pour aller plus loin

### DOSSIERS

- **Lutte contre l'antisémitisme, le racisme et la xénophobie** / Site de la Présidence de la République française.  
[http://www.elysee.fr/elysee/elysee.fr/francais/les\\_dossiers/lutte\\_contre\\_l\\_antisemitisme\\_le\\_racisme\\_et\\_la\\_xenophobie/lutte\\_contre\\_l\\_antisemitisme\\_le\\_racisme\\_et\\_la\\_xenophobie.21477.html](http://www.elysee.fr/elysee/elysee.fr/francais/les_dossiers/lutte_contre_l_antisemitisme_le_racisme_et_la_xenophobie/lutte_contre_l_antisemitisme_le_racisme_et_la_xenophobie.21477.html)
- **Racisme et antisémitisme : une lutte efficace contre l'inacceptable** / Portail du Premier Ministre, juillet 2005.  
[http://www.premier-ministre.gouv.fr/chantiers/racisme\\_antisemitisme\\_623/](http://www.premier-ministre.gouv.fr/chantiers/racisme_antisemitisme_623/)
- **Cybercriminalité : la politique du Gouvernement** : la lutte contre le racisme et l'antisémitisme sur Internet / Portail de l'Internet, avril 2005.  
<http://www.internet.gouv.fr/information/information/dossiers/cybercriminalite-politique-du-gouvernement/lutte-contre-racisme-antisemitisme-sur-internet-30.html>
- **For a Republic Based on Equality** / Gouvernement Portal, October 2004.  
[http://www.premier-ministre.gouv.fr/en/information/reports\\_98/for\\_republic\\_based\\_on\\_412/](http://www.premier-ministre.gouv.fr/en/information/reports_98/for_republic_based_on_412/)
- **Para una Republica de la Igualdad** / Portal del Gobierno, octubre de 2004.  
[http://www.premier-ministre.gouv.fr/es/information/temas\\_actualidad\\_124/para\\_una\\_republica\\_igualdad\\_413/](http://www.premier-ministre.gouv.fr/es/information/temas_actualidad_124/para_una_republica_igualdad_413/)
- **Les lois antiracistes** : les guides de la Justice / Ministère de la Justice, avril 2003.  
[http://www.vie-publique.fr/documents-vp/lois\\_antiracistes.pdf](http://www.vie-publique.fr/documents-vp/lois_antiracistes.pdf)

## **PUBLICATIONS**

- **Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité : rapport annuel**, avril 2006.  
<http://www.halde.fr/rapport-annuel/2005/>
- **La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie : année 2005** / Commission nationale consultative des droits des l'homme. – La Documentation française, mars 2006.  
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/064000264/index.shtml>
- **Les moyens de la lutte contre l'expression raciste, antisémite, ou xénophobe sur l'internet : dossier de presse** / Forum des droits sur l'internet, juin 2004.  
[http://www.foruminternet.org/telechargement/forum/dp\\_racisme\\_20040616.pdf](http://www.foruminternet.org/telechargement/forum/dp_racisme_20040616.pdf)
- **Les dispositions pénales en matière de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations** / Ministère de la Justice, avril 2004.  
<http://www.justice.gouv.fr/publicat/guideracisme.pdf>
- **Le Comité interministériel de lutte contre le racisme et l'antisémitisme** / Service de Presse du Premier Ministre  
[http://www.premier-ministre.gouv.fr/IMG/pdf/DP\\_-\\_CILRA\\_-\\_17\\_01\\_2005.pdf](http://www.premier-ministre.gouv.fr/IMG/pdf/DP_-_CILRA_-_17_01_2005.pdf)

## **ARTICLES**

- **Les actes racistes et antisémites, aujourd'hui, en France** / G. Fellous. – Regards sur l'actualité, n°305, novembre 2004.
- **Le droit pénal face au racisme** / M. Bourrette. – Regards sur l'actualité, n°305, novembre 2004.
- **La lutte contre les discriminations raciales**. – Regards sur l'actualité, n°299, mars 2004.



January 2007

# La France à la loupe

## Combating racism and anti-semitism in France

France has long had particularly advanced legislation, with **protection against all forms of discrimination** dating back to the 1789 French Declaration of the Rights of Man and of the Citizen.

### INSTITUTIONAL MECHANISM

On 8 December 2003, the President of the French Republic issued a **decree** creating the **French Interministerial Committee to Combat Racism and Anti-Semitism** (CILRA) briefed to define policy guidelines to address these concerns. The committee oversees the consistency and effectiveness of the different ministries' actions in this area. It draws up an action programme and supervises its implementation. It works in six major areas: Security, Justice, Education, Social Cohesion, Communication and Foreign Affairs (see [press kit](#)).

The **High Authority to Fight Discrimination and to Promote Equality** (HALDE) was created by [Act 2004-1486 of 30 December 2004](#) and [Decree 2005-215 of 4 March 2005](#). It is briefed to inform and guide the general public, assist victims of discrimination (and, where necessary, set up a preliminary inquiry following an official complaint), and promote and disseminate best practices. It issues opinions, launches outreach actions and conducts research and studies.

### PREVENTIVE MECHANISM

The government's stated aim is to prevent such acts by upholding common values underpinned by:

- The mobilisation of the national education system to end sectarian drifts (see the [measures](#));

- The reassertion of the principle of secularism;
- The maintenance of a high level of vigilance;
- The promotion of the French model of integration with the creation of the [High Council for Integration](#);
- An emphasis on the duty to remember.

Non-governmental organisations also play an important role in combating racism and anti-Semitism: Aide à Toute Détresse – Quart Monde (ATD Quart Monde), le Mouvement contre le Racisme et pour l’Amitié entre les Peuples (MRAP), la Ligue Internationale Contre le Racisme et l’Antisémitisme (LICRA) and Amnesty International.

## LEGISLATIVE MECHANISM

The French legislative mechanism to combat racism and anti-Semitism is made up of a number of acts:

- The [act of 29 July 1881](#) on the freedom of the press (Chapter IV), the first law to **make public discriminatory statements an offence**;
- Act 72-546 of 1 July 1972 on combating racism, whereby a certain number of **everyday acts were made offences** (for example, the refusal to provide a good or dismissal for racial reasons);
- Act 90-615 of 13 July 1990 to crack down on all acts of racism, anti-Semitism and xenophobia with, in particular, **the creation of the offence of negation of crimes against humanity**;
- The new Criminal Code, which came into force on 1 March 1994, created **new offences and stepped up legal measures against racist offences** (legal entities may be declared criminally liable);
- Act 2003-88 of 3 February 2003 providing for **harsher penalties for racist, anti-Semitic and xenophobic offences**;
- [Act 2004-204 of 9 March 2004](#) to bring the justice system into line with new patterns of criminal behaviour specifies as an **aggravating circumstance the case where the offence is “preceded, accompanied or followed by the spoken word, the written word, images, objects or acts” that are racist or anti-Semitic.**

The law provides for different criminal sanctions to punish racist offences, ranging from a fine through loss of civil rights to imprisonment. For example, a racial insult is punishable by a maximum of six months’ imprisonment and/or a maximum fine of €22,500. The refusal to provide a good or service for reasons of national, ethnic, racial or religious discrimination is punishable by a maximum of two years’ imprisonment and a maximum fine of €30,000.

[Act 2004-575 of 21 June 2004](#) on confidence in the digital economy improves the prevention and enforcement system on the Internet. Internet service providers and hosts are now bound to contribute to the prevention of the dissemination of paedophilic, revisionist and racist data (see the [dossier](#) on this act by the French Internet Rights Forum).

## SOME FIGURES

At the 7<sup>th</sup> meeting of the French Interministerial Committee to Combat Racism and Anti-Semitism held on 30 January 2006 (see the [press release](#)), the French Prime Minister presented the figures on the effectiveness of this policy: anti-Semitic acts fell 47% in 2005 compared with 2004, while other racist and xenophobic acts fell 22%.

The National Advisory Commission on Human Rights (CCNDH) details these figures in its latest report. It points out that there was a sharp rise in these acts in 2004, which was significantly reduced in 2005 by strong mobilisation and collective awareness building. Nevertheless, the CCNDH notes that these figures are still very high compared with the 1995-1999 period.

The HALDE's 2005 Annual Report presents a breakdown by discrimination criteria of the official complaints filed with the high authority: the highest percentage (39.6%) concerns discrimination on the basis of origin.

## To find out more

### DOCUMENTATION

- ***Lutte contre l'antisémitisme, le racisme et la xénophobie (Combating Anti-Semitism, Racism and Xenophobia)***/Presidency of the French Republic website.  
[http://www.elysee.fr/elysee/elysee.fr/francais/les\\_dossiers/lutte\\_contre\\_l\\_antisemitisme\\_le\\_racisme\\_et\\_la\\_xenophobie/lutte\\_contre\\_l\\_antisemitisme\\_le\\_racisme\\_et\\_la\\_xenophobie.21477.html](http://www.elysee.fr/elysee/elysee.fr/francais/les_dossiers/lutte_contre_l_antisemitisme_le_racisme_et_la_xenophobie/lutte_contre_l_antisemitisme_le_racisme_et_la_xenophobie.21477.html)
- ***Racisme et antisémitisme : une lutte efficace contre l'inacceptable (Racism and anti-Semitism: effectively combating the unacceptable)***/French Prime Minister's website, July 2005.  
[http://www.premier-ministre.gouv.fr/chantiers/racisme\\_antisemitisme\\_623/](http://www.premier-ministre.gouv.fr/chantiers/racisme_antisemitisme_623/)
- ***Cybercriminalité : la politique du Gouvernement : la lutte contre le racisme et l'antisémitisme sur Internet (Cybercrime: the government's policy: combating racism and anti-Semitism on the Internet)***/French Internet website, April 2005.  
<http://www.internet.gouv.fr/information/information/dossiers/cybercriminalite-politique-du-gouvernement/lutte-contre-racisme-antisemitisme-sur-internet-30.html>
- ***For a Republic Based on Equality***/French Prime Minister's website, October 2004.  
[http://www.premier-ministre.gouv.fr/en/information/reports\\_98/for\\_republic\\_based\\_on\\_412/](http://www.premier-ministre.gouv.fr/en/information/reports_98/for_republic_based_on_412/)
- ***Para una Republica de la Igualdad***/Portal del Gobierno, octubre de 2004.  
[http://www.premier-ministre.gouv.fr/es/information/temas\\_actualidad\\_124/para\\_una\\_republica\\_igualdad\\_413/](http://www.premier-ministre.gouv.fr/es/information/temas_actualidad_124/para_una_republica_igualdad_413/)
- ***Les lois antiracistes*** : les guides de la Justice (**The antiracist laws**: justice guides)/Ministry of Justice, April 2003.  
[http://www.vie-publique.fr/documents-vp/lois\\_antiracistes.pdf](http://www.vie-publique.fr/documents-vp/lois_antiracistes.pdf)



## PUBLICATIONS

- **High Authority to Fight Discrimination and to Promote Equality: Annual Report**, April 2006.  
<http://www.halde.fr/rapport-annuel/2005/>
- **La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie : année 2005 (Combating racism, anti-Semitism and xenophobia: 2005)**/National Advisory Commission on Human Rights – La Documentation Française, March 2006.  
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/064000264/index.shtml>
- **Les moyens de la lutte contre l'expression raciste, antisémite, ou xénophobe sur l'internet : dossier de presse (Resources to combat expressions of racism, anti-Semitism and xenophobia on the Internet: press kit)**/French Internet Regulation Forum, June 2004.  
[http://www.foruminternet.org/telechargement/forum/dp\\_racisme\\_20040616.pdf](http://www.foruminternet.org/telechargement/forum/dp_racisme_20040616.pdf)
- **Les dispositions pénales en matière de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations (Criminal provisions to combat racism, anti-Semitism and discrimination)**/French Ministry of Justice, April 2004.  
<http://www.justice.gouv.fr/publicat/guideracisme.pdf>
- **Le Comité interministériel de lutte contre le racisme et l'antisémitisme (French Interministerial Committee to Combat Racism and Anti-Semitism)**/French Prime Minister's Press Office  
[http://www.premier-ministre.gouv.fr/IMG/pdf/DP\\_-\\_CILRA\\_-\\_17\\_01\\_2005.pdf](http://www.premier-ministre.gouv.fr/IMG/pdf/DP_-_CILRA_-_17_01_2005.pdf)

## ARTICLES

- **Les actes racistes et antisémites, aujourd'hui, en France (Racist and Anti-Semitic Acts in France Today)**/G. Fellous. – Regards sur l'Actualité, No. 305, November 2004.
- **Le droit pénal face au racisme (Criminal Law and Racism)**/M. Bourrette. – Regards sur l'Actualité, No. 305, November 2004.
- **La lutte contre les discriminations raciales (Combating Racial Discrimination)** – Regards sur l'Actualité, No. 299, March 2004.

# La France à la loupe

## Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité (HALDE)

La HALDE est une **autorité administrative indépendante**, créée en **2004** par la [loi n°2004-1486 du 30 décembre 2004](#) et le [décret n° 2005-215 du 4 mars 2005](#). Elle s'inscrit dans le cadre du plan de cohésion sociale et permet à la France de se conformer aux directives communautaires.

C'est une **instance collégiale** de 11 membres nommés par décret du Président de la République pour un mandat de 5 ans, ni révocable, ni renouvelable. Un comité consultatif de 18 membres a été créé pour lui donner une ouverture sur la société civile.

Toute personne s'estimant victime de discrimination peut saisir la HALDE par courrier motivé. Des conseils et des informations sont également donnés par téléphone.

### MISSIONS ET POUVOIRS

- **Informier et orienter le grand public** : elle répond aux questions et oriente les personnes qui ont une difficulté dans ce domaine.
- **Accompagner les personnes discriminées** : elle peut instruire le dossier et a des pouvoirs d'investigation (en cas de refus, elle peut saisir le juge des référés pour obtenir de la personne mise en cause la transmission des documents nécessaires), elle peut proposer une conciliation ou une médiation. En cas de crime ou délit, elle informe le Procureur de la République.
- **Valoriser et diffuser les bonnes pratiques** : par son expertise, elle appuie les formations, elle coordonne les études et elle encourage les nouveaux moyens d'action en diffusant les bonnes pratiques.

Ses pouvoirs ont été renforcés par la [loi n°2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances](#) (articles 41 à 47) : elle peut maintenant proposer à l'auteur d'une discrimination une transaction consistant dans le versement d'une amende et, s'il y a lieu, dans l'indemnisation des victimes, qui épuise l'action publique au pénal, sous condition d'accord du Procureur de la République.

## ACTIONS

- Elle émet des **avis** pour diffuser les bonnes pratiques et des **recommandations** des modifications législatives et réglementaires.
- Elle lance des **actions de sensibilisation** en partenariat avec les pouvoirs publics et l'ensemble des acteurs de la société civile pour déclencher une action nationale.
- Elle effectue des **actions de recherches et d'études** pour mieux connaître les pratiques discriminatoires et fait la veille et le recensement des travaux d'études existants.

## QUELQUES CHIFFRES (2006)

Entre le 1er janvier et le 31 décembre 2006, 4058 réclamations ont été déposées auprès de la HALDE contre 1410 en 2005. Le critère de discrimination prédominant est celui de l'origine (35%) suivi de celui concernant la santé et le handicap (18 %).

## Pour aller plus loin

### SITES

- ↻ **La HALDE**  
<http://www.halde.fr/>
- ↻ **La protection contre les discriminations, ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement**  
<http://www.travail.gouv.fr/informations-pratiques/fiches-pratiques/egalite-professionnelle-discrimination/protection-contre-les-discriminations-1063.html>

### RAPPORTS ET ARTICLES

- ↻ **Rapport annuel 2006 de la HALDE**  
[http://www.halde.fr/IMG/pdf/RA2006\\_HALDE\\_web.pdf](http://www.halde.fr/IMG/pdf/RA2006_HALDE_web.pdf)
- ↻ **Vers la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité** / Bernard Stasi. – La Documentation française, 2004  
<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/044000074/0000.pdf>
- ↻ **Rapport n° 1952** déposé à l'Assemblée nationale **sur le projet de loi**, modifié par le Sénat, **portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité** par Pascal Clément, député, décembre 2004  
<http://www.assemblee-nationale.fr/12/rapports/r1965.asp>

# La France à la loupe

## High Authority to Fight Discrimination and to Promote Equality (HALDE)

HALDE is an **independent administrative authority**, founded by the law promulgated on 30 December, **2004** ([loi n°2004-1486 du 30 décembre 2004](#)) and the decree of 4 March, 2005 ([décret n° 2005-215 du 4 mars 2005](#)). It was established as part of the French Social Cohesion Plan and ensures France's compliance with European directives.

The High Authority is a **collegial body**, with 11 members appointed by Presidential decree for a five year term of office, which is neither revocable nor renewable. An 18 member advisory committee has also been established, offering an interface with civil society.

Any individual who considers that they have been a victim of discrimination may notify HALDE with a written account. Advice and information are also given over the telephone.

### MISSION AND AUTHORITY

- **Provide information and guidance to the general public:** HALDE answers queries and offers guidance to anyone having difficulties in this area.
- **Offer support to victims of discrimination:** it has the power to conduct investigations on a case (in the case of non-cooperation, it can notify the judge in chambers and get any necessary documents sent from the person concerned), and can offer arbitration or mediation. In unlawful or criminal cases, it can inform the Public Prosecutor.
- **Foster and promote good practice:** though its expertise, HALDE supports training courses, coordinates studies and encourages new initiatives by propagating good practices.

HALDE was granted new powers under the Equal Opportunity Act dated 31 March, 2006, articles 41 to 47 ([loi n°2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances](#)): it can now offer the individual responsible for the discrimination, subject to approval by the Public Prosecutor, the chance to resolve the issue by payment of a fine and, if necessary, victim compensation, thereby negating the need for court proceedings.

## ACTIVITIES

- HALDE issues **opinions** to promote good practices and **recommendations** for legislative and regulatory amendments.
- It launches **awareness-raising initiatives** in cooperation with the authorities and civil society so as to instigate nation-wide action.
- It conducts **research and studies** so as to better understand discriminatory practices and also monitors and inventories existing studies.

## A GLANCE AT THE FIGURES (2006)

From 1 January 2006 to 31 December 2006, a total of 4,058 complaints were submitted to the High Authority to Fight Discrimination and to Promote Equality (HALDE), versus 1,410 in 2005. The most prevalent discrimination is origin based (35%) followed by discrimination in terms of health and disabilities (18%).

## To find out more

---

### WEBSITES

- ↻ **HALDE sites**  
<http://www.halde.fr/>
- ↻ **Protection against discrimination, ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement**  
<http://www.travail.gouv.fr/informations-pratiques/fiches-pratiques/egalite-professionnelle-discrimination/protection-contre-les-discriminations-1063.html>

### REPORTS AND ARTICLES

- ↻ **Rapport annuel 2006 de la HALDE**  
[http://www.halde.fr/IMG/pdf/RA2006\\_HALDE\\_web.pdf](http://www.halde.fr/IMG/pdf/RA2006_HALDE_web.pdf)

- **Towards the High Authority to Fight Discrimination and to Promote Equality,** Bernard Stasi. – *La Documentation française*, 2004  
<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/044000074/0000.pdf>
- **Report N° 1952** submitted to the National Assembly **on the bill**, modified by the Senate, **regarding the creation of the High Authority to Fight Discrimination and to Promote Equality** by Pascal Clément, Member of Parliament, December, 2004  
<http://www.assemblee-nationale.fr/12/rapports/r1965.asp>

# La France à la loupe

## Le culte musulman en France

L'Islam représente la **deuxième religion en France**. On ne peut chiffrer précisément la communauté musulmane car la loi française interdit les statistiques liées à l'appartenance religieuse, mais on l'évalue à environ 5 millions de personnes. Cette communauté se caractérise par sa **diversité de courants**.

D'après un récent sondage CSA datant d'août 2006, 88 % des musulmans français respectent le ramadan, 43 % font les 5 prières par jour, 20 % lisent le Coran, 17 % vont à la mosquée au moins une fois par semaine et 8 % au moins une fois par mois, 4 % ont déjà été à la Mecque.

L'exercice du culte musulman, comme des autres cultes, est encadré par la **loi du 9 décembre 1905** qui stipule que la République « garantit la liberté de conscience » et « le libre exercice des cultes » mais « ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte ». C'est dans ce cadre que s'inscrivent l'instance représentative du culte musulman et le dispositif de financement des lieux de culte musulmans.

Les questions culturelles, quelle que soit la religion, relèvent de la compétence du **ministère de l'intérieur**.

### LES PRINCIPALES FÉDÉRATIONS MUSULMANES DE FRANCE

- **L'institut musulman de la mosquée de Paris**

Rattaché à la Mosquée de Paris, il a été créé après la première guerre mondiale en 1916. Il est historiquement lié à l'Algérie.

- **L'union des organisations Islamiques de France (UOIF)**

Constituée en 1983, l'UOIF est la plus importante des fédérations musulmanes en France. Elle est proche des frères musulmans.

- **Fédération nationale des musulmans de France (FNMF)**

Créée en 1985, la FNMF est soutenue par le Maroc.

- **Tabligh - branche française de Jama'at al Tabligh**

Représente un courant piétiste fondé en Inde en 1927.

- **Fédération française des associations islamiques d’Afrique, des Comores et des Antilles**

Créé en 1989, cette fédération regroupant les musulmans suivant un islam traditionnel ancré dans une culture africaine et antillaise.

- **Comité de coordination des musulmans turcs de France**

Lié à la Turquie.

- **La fédération invitation et mission pour la foi et la pratique**

## **LA CRÉATION DU CONSEIL FRANÇAIS DU CULTE MUSULMAN EN 2003**

Depuis le début des années 90, les pouvoirs publics français se sont mobilisés pour la **création d’une instance représentative du culte musulman qui serait l’interlocuteur de l’Etat et des collectivités territoriales pour les questions liées à l’exercice du culte**, telles que la construction de mosquées, l’abattage rituel, les “carrés” musulmans dans les cimetières, la désignation d’aumôniers dans les écoles, les hôpitaux et les prisons, la formation des imams...

En 1997, une vaste consultation nationale des musulmans de France a été menée auprès de sept fédérations musulmanes, de cinq grandes mosquées et d’une vingtaine de personnalités qualifiées. Elle a abouti à la création du **Conseil français du culte musulman (CFCM), officiellement né le 3 mai 2003**. Les premières élections se sont tenues entre avril et juin 2003, les secondes et plus récentes les 19 et 26 juin 2005 pour la période 2005-2008.

Le CFCM, compétent au niveau national, est relayé par **les conseils régionaux du culte musulman (CRCM) qui ont une compétence au niveau régional et qui servent d’interlocuteurs aux préfetures et élus locaux**.

Le CFCM représente le culte musulman ; **il a vocation à régler les questions relatives au culte mais n’exerce pas d’autorité spirituelle** dans le sens où il n’est pas une instance théologique qui émettrait des avis religieux. Ses **missions** sont :

- défendre la dignité et les **intérêts du culte musulman** en France
- favoriser et organiser le **partage d’informations et de services** entre les lieux de culte
- encourager le **dialogue entre les religions**
- assurer la **représentation des lieux de culte musulmans** auprès des pouvoirs publics.

Depuis sa création, le CFCM est intervenu notamment pour faciliter la mise en œuvre de la loi du 15 mars 2004 interdisant le port ostensible de signes d’appartenance religieuse dans les établissements scolaires.

## **LA COMPOSITION DU CFCM**

Le CFCM se compose d’un bureau exécutif, d’un conseil d’administration, d’une assemblée générale et d’un secrétariat général.

Le **bureau exécutif** est composé de 11 à 17 membres. Le CFCM est actuellement présidé par le recteur de la Mosquée de Paris, Monsieur Dalil Boubakeur. Il est secondé par deux vice-présidents qui sont chargés d’assurer la coordination de l’action du CFCM avec les CRCM.

Le **conseil d’administration** du CFCM se compose de 65 personnes dont deux tiers



d'élus. Les élus se répartissent ainsi suite aux élections de 2005 (source : Ministère de l'intérieur) :

- La FNMF : 19 sièges et 10 régions
- L'UOIF : 10 sièges et 7 régions
- La Mosquée de Paris : 10 sièges et 1 région
- Le CCMTF : 1 siège et 4 régions
- Les indépendants : 3 sièges

Les membres non élus se répartissent ainsi :

- 12 représentants des 7 fédérations membres de la Consultation
- 5 représentants des cinq mosquées<sup>1</sup> membres de la Consultation
- 5 personnalités qualifiées.

L'**assemblée générale** se compose de 194 personnes dont les trois quart sont des élus.

## **LES LIEUX DE CULTE ET LEUR FINANCEMENT**

La France compte environ 2000 lieux de culte musulmans et une quinzaine de grandes mosquées.

En raison de la loi sur la séparation des églises et de l'Etat du 9 décembre 1905 qui préserve la neutralité de l'Etat à l'égard des cultes, **l'Etat ne finance pas directement les lieux de cultes**. L'édification de certains édifices de culte peut néanmoins bénéficier d'aides publiques et être facilitée par les collectivités locales à travers le financement d'un ensemble culturel relevant d'une association de loi 1901, la mise à disposition d'un terrain sous forme de bail emphytéotique pour une longue durée à un coût modique, ou encore par la possibilité pour le département ou la commune de se porter garants des emprunts souscrits pour la construction. Le financement reste principalement assuré par des musulmans, des associations musulmanes et des dons en provenance de l'étranger.

**La Fondation des Oeuvres de l'Islam de France** tente progressivement de se mettre en place afin que les Musulmans de France puissent trouver les ressources financières nécessaires à l'édification des lieux de culte. Cette fondation, reconnue comme établissement d'utilité publique et dont les statuts ont été approuvés par le [décret du 25 juillet 2005](#), a pour **mission d'appeler les fonds nécessaires à la construction et à la réfection des lieux de culte, à la formation des imams et donner des moyens pour le fonctionnement du CFCM**, qui en est juridiquement séparé. Les fonds, issus de dons à l'exclusion d'argent public, sont gérés avec une triple exigence :

- d'**indépendance** dans les décisions prises par cette institution privée
- de **rigueur** dans l'utilisation des fonds conforme aux lois de la République et aux statuts de la Fondation
- et de **transparence financière** par une gestion assurée par la Caisse des Dépôts et Consignations

---

<sup>1</sup> Evry - Mantes-la-Jolie - Lyon - Marseille – Saint Denis de la Réunion

### TEXTES JURIDIQUES

- ↻ **Loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat**  
<http://www.legifrance.gouv.fr/texteconsolide/MCEBW.htm>
- ↻ **Code administratif** : partie sur les cultes

### SITES ET PAGES INTERNET

- ↻ **Islam de France : la loi de 1905 permet le "juste équilibre".**- Site du Premier ministre  
[http://www.premier-ministre.gouv.fr/information/actualites\\_20/islam\\_france\\_loi\\_1905\\_51738.html](http://www.premier-ministre.gouv.fr/information/actualites_20/islam_france_loi_1905_51738.html)
- ↻ **Portrait des Musulmans de France** : Sondage CSA publié le 21 septembre 2006  
<http://www.csa-fr.com/dataset/data2006/opi20060823b.htm>

### RAPPORTS

- ↻ **Les relations des cultes avec les pouvoirs publics** / Jean-Pierre Machelon, Ministère de l'intérieur, 2006  
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/064000727/index.shtml>
- ↻ **Rapport au politique des Français issus de l'immigration** / Sylvain Brouard et Vincent Tibertj, CEVIPOF – Sciences Po, juin 2005,- Voir la partie II : Religion et laïcité : les appartenances confessionnelles, la pratique religieuse, les prescriptions islamiques et l'inscription dans la société française, l'évolution du rapport à l'Islam, l'évaluation de la situation des musulmans en France et de la laïcité, les rapports entre l'Etat et l'Islam.  
[http://www.cevipof.msh-paris.fr/publications/enquetes/rapp\\_fi.pdf](http://www.cevipof.msh-paris.fr/publications/enquetes/rapp_fi.pdf)
- ↻ **L'Islam dans la République** - Rapport du Haut conseil à l'intégration, 2001. Présentation des principes de la loi de 1905 sur la liberté religieuse et la séparation des Eglises et de l'Etat, portrait des communautés musulmanes en France et de leur représentations, analyse les questions liées à l'exercice du culte, l'alimentation, la vie à l'école, et au statut personnel.  
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/brp/notices/014000017.shtml>

## ARTICLES

- **Etat et religions** / Xavier Ternisien.- *Débat public*, La Documentation française, Odile Jacob, Débat public, janvier 2007
- **Religions et territoires : quelle gestion locale des cultes**- *Pouvoirs locaux*, La Documentation française, n°69 – II, mai 2006
- **Laïcité : culture, religion et politique : Le Conseil français du culte musulman à l'épreuve du temps** / Antoine Sfeir et Julie Coste.- *Hommes et migrations*, janvier-février 2006, n°1259
- **La gestion locale de l'islam**.- *Les Cahiers de la sécurité*, INHES, troisième trimestre 2006, n°62
- **L'islam dans la République : le CFCM** / Vianney Sevaistre.- *Regards sur l'Actualité*, février 2004, n°298
- **La Consultation des Musulmans de France** / Alain Boyer.- *Regards sur l'actualité*, mars 2002, n° 279



March 2007

# La France à la loupe

## The Muslim faith in France

---

Islam is the **second largest religion in France**. While it is not possible to quantify exactly the size of the Muslim faith community because French law prohibits the keeping of statistics based on religious affiliation, the number is estimated at around 5 million. It is a community characterised by **diversity**.

According to a recent CSA survey carried out in August 2006, 88% of French Muslims fast during Ramadan, 43% pray the required 5 times a day, 20% read the Koran, 17% go to the Mosque at least once a week and 8% at least once a month, and 4% have already been to Mecca.

Muslim religious observance, like that of other religions, is governed by the [Law of 9 December 1905](#), which stipulates that the Republic “guarantees freedom of conscience” and “the free exercise of religion” but “does not recognize, pay a wage to or subsidise any religious denomination”. This is the context in which the body representing the Muslim faith and arrangements for funding for places of Muslim worship operate.

Faith-related issues, irrespective of the religion involved, fall within the remit of the [Minister of the Interior](#).

## THE MAIN MUSLIM FEDERATIONS IN FRANCE

### •*Institut Musulman de la Mosquée de Paris*

Attached to the Paris Mosque, the Muslim Institute of the Paris Mosque was formed in 1916 during World War I. It has historical links to Algeria.

### •*Union des Organisations Islamiques de France (UOIF)*

Formed in 1983, the Union of Islamic Organisations of France is the biggest of the Muslim federations in France. It is close to the Muslim Brotherhood.

### •*Fédération Nationale des Musulmans de France (FNMF)*

Formed in 1985, the National Federation of Muslims in France is supported by Morocco.

### •*Tabligh – French chapter of Jama'at al Tabligh*

This organisation represents a pietistic movement founded in India in 1927.

### •*Fédération française des Associations islamiques d'Afrique, des Comores et des Antilles*

The French federation of Islamic associations of Africa, the Comoros and the French Antilles was formed in 1989 as an umbrella organisation for Muslims who adhere to a traditional form of Islam rooted in African and French West Indian culture.

### •*Comité de Coordination des Musulmans Turcs de France*

The coordination committee for Turkish Muslims in France (CCMTF) is linked to Turkey.

### •*Fédération Invitation et Mission pour la Foi et la Pratique*

## THE CREATION OF THE *CONSEIL FRANÇAIS DU CULTE MUSULMAN* IN 2003

Since the early 1990s, the French authorities have devoted their efforts to the **creation of a body to represent the Muslim faith to engage in dialogue with the French State and local government authorities on issues linked to Muslim religious observance** such as the construction of cemeteries, the appointment of almoners in schools, hospitals and prisons, the training of imams, and so on.

In 1997, a wide-ranging national consultation of French Muslims was conducted with seven Muslim federations, five great mosques and twenty or so leading individuals with relevant experience. This led to the setting up of the ***Conseil Français du Culte Musulman (CFCM)*** [French Council for the Muslim Faith], **which officially came into being on 3 May 2003**. The first elections were held from April to June 2003, and the second and most recent from 19 to 26 June 2005, for the period 2005-2008.

The CFCM, whose remit is national, acts at local level through the ***Conseils Régionaux du Culte Musulman (CRCMs)*** [Regional Councils for the Muslim Faith] whose **remit is regional** and which engage in dialogue with Prefectures and local elected representatives.

**The CFCM represents the Muslim faith community; its role is to settle questions**

**arising from religious observance but it has no spiritual authority** insofar as it is not a theological body issuing opinions on religious matters. Its **missions** are:

- to defend the dignity and the **interests of the Muslim faith** in France
- to foster and to organise **the sharing of information and services** between places of religious worship,
- to encourage **dialogue between faith communities**,
- to provide **representation for places of Muslim worship** in dealings with the official authorities.

Since its creation, the CFCM has acted in particular to facilitate the implementation of the law of 15 March 2004 banning the wearing in schools of insignia or clothing conspicuously displaying a religious affiliation.

## **THE MAKE-UP OF THE CFCM**

The CFCM comprises an executive committee, a board of management, a general assembly and a general secretariat.

The **executive committee** has between 11 and 17 members. The CFCM is chaired at the present time by the rector of the Paris Mosque, Dalil Boubakeur. He is assisted by two deputy chairs whose task is to coordinate the actions of the CFCM with the CRCMs.

The CFCM's **board of management** has a membership of 65, two-thirds elected. Since the elections in 2005 the elected members break down as follows (*source: Ministry of the Interior*):

- FNMF: 19 seats - 10 regions
- UOIF: 10 seats - 7 regions
- Paris Mosque: 10 seats - 1 region
- CCMTF: 1 seat - 4 regions
- Independents: 3 seats

Unelected members of the board of management fall into the following categories:

- 12 representatives of the Consultation's 7 member federations
- 5 representatives of the five great mosques<sup>1</sup> with Consultation membership
- 5 leading figures with relevant experience.

The **general assembly** comprises 194 individuals, three-quarters of whom are elected.

---

1

## PLACES OF WORSHIP AND THEIR FUNDING

France has approximately 2,000 places of Muslim worship and more than a dozen great mosques.

In compliance with the 9 December 1905 Law on separation of Churches and State, which safeguards the neutrality of State with regard to religious observance, **the State does not finance places of worship directly**. The construction of certain buildings used for religious worship may however benefit from public grants and receive assistance from local government authorities through the financing of cultural organisations formed as associations under the 1901 Law on not-for-profit entities, making land available on long-term lease at a modest cost, or possibly by allowing the territorial *département* or the municipality to stand as guarantors for building loans. Most finance continues to come from Muslims, Muslim associations and foreign donations.

**The *Fondation des Œuvres de l’Islam de France*** is endeavouring to set itself up over time in order to allow French Muslims to procure the financial resources needed to build places of worship. This foundation, which has been officially recognised as a public interest organisation and whose Statutes were formally approved on 25 July 2005 in a government decree, is responsible for **raising funds to build or refurbish places of worship, train imams and provide the means to allow the CFCM to function**, a body from which it is separate in law. The funds involved, which come from donations and include no public monies, are managed in accordance with three imperative criteria:

- **Independence** of decision-making by what is a private organisation,
- **Rigour** in the application of funds in accordance with the laws of the Republic and the Statutes of the Foundation,
- **Financial transparency** on the basis of management by the *Caisse des Dépôts et Consignations*.

## To find out more

---

### LEGAL TEXTS

☞ **The 9 December 1905 Law on separation of Churches and State.** – [in French] published in the *Journal Officiel* on 11 December 1905.

<http://www.legifrance.gouv.fr/texteconsolide/MCEBW.htm>

☞ **French Code of Administrative Law:** see the section on religious observance.

### WEBSITES AND WEB PAGES

☞ **Islam in France: the 1905 Law allows for a “fair balance”** [In French] – Prime Minister’s Website.

<http://www.premier->

[ministre.gouv.fr/information/actualites\\_20/islam\\_france\\_loi\\_1905\\_51738.html](http://ministre.gouv.fr/information/actualites_20/islam_france_loi_1905_51738.html)

☞ **A portrait of France's Muslims** [In French]: CSA survey published 21 September 2006  
<http://www.csa-fr.com/dataset/data2006/opi20060823b.htm>

## REPORTS

☞ **Rapport au politique des Français issus de l'immigration** / Sylvain Brouard et Vincent Tibertj, CEVIPOF – Sciences Po, juin 2005,- Voir la partie II : Religion et laïcité : les appartenances confessionnelles, la pratique religieuse, les prescriptions islamiques et l'inscription dans la société française, l'évolution du rapport à l'Islam, l'évaluation de la situation des musulmans en France et de la laïcité, les rapports entre l'Etat et l'Islam.

[http://www.cevipof.msh-paris.fr/publications/enquetes/rapp\\_fi.pdf](http://www.cevipof.msh-paris.fr/publications/enquetes/rapp_fi.pdf)

☞ **Relations between faith communities and official authorities** [in French]: Report to the Minister of State for the Interior and Regional Development / Jean-Pierre Machelon, December 2006

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/064000727/>

☞ **Islam in the Republic** [in French]: Report from the High Council on Integration, 2001.

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/brp/notices/014000017.shtml>

A presentation of the principles of the 1905 Law on freedom of conscience and separation of Churches and State; a portrait of the Muslim communities in France and their representation; plus a survey of the issues arising from religious observance, food, the school environment and the status of individuals.

## ARTICLES

☞ **État et religions** [State and Religion] / Xavier Ternisien.- *Débat public*, La Documentation française, Odile Jacob, January 2007.

☞ **Religions et territoires: quelle gestion locale des cultes?** [Religion and the regions – what should be the local administration for faith communities?],- *Pouvoirs locaux: les cahiers de la décentralisation*, 69-II, May 2006

☞ **Laïcité: culture, religion et politique: Le Conseil français du culte musulman à l'épreuve du temps** [Secularism: culture, religion and politics: how the French Council for the Muslim Faith has performed over time] / Antoine Sfeir, Julie Coste.- *Hommes et migrations*, 1259, January-February 2006.

☞ **La gestion locale de l'Islam.** [Islam's local administration] - *Les Cahiers de la sécurité*, INHES, 62, troisième trimestre 2006.

☞ **L'Islam dans la République: le CFCM** [Islam in the Republic] / Vianney Sevaistre.- *Regards sur l'Actualité*, 298, February 2004,

☞ **La consultation des Musulmans de France** [Consultation of the Muslims of France] / Alain Boyer.- *Regards sur l'actualité*, 279, March 2002.